

NOTE D'INFORMATION No. 124

La course aux postes de direction de l'Union africaine

LES DYNAMIQUES D'ÉCONOMIE POLITIQUE DES ORGANISATIONS RÉGIONALES EN AFRIQUE

PEDRO

Par Luckystar Miyandazi et Philomena Apiko

Février 2021

L'année 2021 promet d'être importante pour les dirigeants de l'Union africaine (UA), du fait des premières élections aux postes de la Commission de l'UA (CUA) depuis le début du processus de réforme de l'Union en 2017. Cette élection sera un test pour le nouveau mode de recrutement et d'élection des commissaires de l'UA, notamment le respect du principe de la parité entre les sexes.

Cette note traite du rôle que les réformes de la gestion institutionnelle de l'UA joueront dans les prochaines élections – en particulier lorsqu'il s'agit de répondre à cette exigence de parité.

Le processus d'élection a commencé dès septembre 2020, lorsque les États membres de l'UA ont soumis leur liste de candidats à nommer à la CUA. Le président sortant de la Commission, SE Faki Mahamat, doit également briguer un nouveau mandat : il aura besoin d'un vote à la majorité des deux tiers pour conserver son poste. Les nouvelles règles exigent que les postes de direction de l'UA respectent la parité entre les sexes, et notamment que si le président de la CUA est un homme, son vice-président doit être une femme – et vice-versa. La plupart des candidats au poste de vice-président de l'UA sont des femmes (cinq sur huit) mais, à ce jour, aucune femme n'a occupé ce poste.

Cependant, seuls 29% du total des candidats au poste des six commissaires de l'UA étaient des femmes : huit seulement parmi les vingt-cinq candidats de la liste finale – ce qui est alarmant pour la parité des sexes dans le processus électoral de la CUA.

La composition de la prochaine commission de l'UA jouera un rôle central dans l'élaboration et la mise en œuvre des priorités politiques continentales de l'Afrique pour les quatre prochaines années.

Remerciements

Cette note de réflexion s'inscrit parmi les travaux de l'ECDPM sur les institutions africaines et leurs dimensions régionales, au sein du projet « Dynamique d'économie politique des organisations régionales à l'époque du COVID-19 » (*Political Economy Dynamics of Regional Organisations – PEDRO II*). Il s'appuie sur des travaux antérieurs menés dans le cadre d'un précédent projet (*PEDRO*), conformément à la mission de l'ECDPM qui consiste à informer et faciliter le dialogue politique UE-Afrique, et est financé par le ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement, BMZ. Pour plus d'informations sur nos projets : www.ecdpm.org/pedro.

Les auteurs sont reconnaissants envers la précieuse contribution du Dr Bruce Byiers pour les commentaires et les suggestions. Merci à Valeria Pintus et Yaseena Chiu-van't Hoff pour leur soutien sur la conception graphique. Merci également à Virginia Mucchi, Inna Perova et Carlotta Maria Paschetto pour le travail d'édition et de mise en page. Edition et préparation de la version française : Martin Ronceray.

Toute erreur relève de la seule responsabilité des auteurs. Les opinions exprimées ne reflètent pas celles de l'ECDPM ou du BMZ. Pour tout commentaires, veuillez contacter Luckystar Miyandazi (lmi@ecdpm.org) et Philomena Apiko (pha@ecdpm.org).

Introduction

Les élections à travers le monde et en Afrique en particulier retiennent l'attention ces derniers temps. Avec des échéances présidentielles, législatives et référendaires au Burkina Faso, au Ghana, en République centrafricaine, au Niger et en Somalie dans les semaines à venir, une moindre attention est accordée à une autre élection en préparation - celle de l'Union africaine (UA 2020). Lors de la prochaine – 34ème – session ordinaire de la Conférence de l'UA

début 2021, tous les chefs d'État et de gouvernement africains voteront pour les prochains dirigeants de la Commission de l'UA (CUA). Plus précisément, ils choisiront le président et le vice-président, deux postes essentiels de l'UA. Il s'agit de la première élection de la CUA qui comprendra les 55 États membres de l'UA, depuis le retour du Maroc en 2017. Ce sera également la première élection de la CUA depuis que l'Assemblée a adopté les recommandations du rapport Kagame de 2017 sur les réformes institutionnelles de l'UA (Kagame 2020). L'élection est donc une forme de test pour le processus de réforme de l'UA. L'équilibre entre les sexes notamment fera l'objet d'un examen particulier, d'autant plus que la procédure fait que les considérations de genre peuvent jouer un rôle décisif dans l'attribution de postes clés.

La CUA remplit les fonctions exécutives de l'UA, notamment en termes de coordination, de facilitation et d'échange avec les États membres, les organes régionaux et - de plus en plus - avec les partenaires externes. Il est donc essentiel que sa direction soit apte à la tâche. Il est également crucial qu'elle ait le soutien de l'Assemblée de l'UA, composée des chefs d'État et de gouvernement des États membres : le leadership et la légitimité des États influents sont décisifs quant aux agendas institutionnels qui peuvent être implémentés, et comment ils le sont (Byiers et al. 2019). Cela vaut autant pour l'organisation institutionnelle interne, les agendas continentaux et l'interaction avec les Communautés économiques régionales (CER) que pour l'établissement de positions africaines communes et de partenariats en dehors de l'Afrique (Miyandazi 2016).

L'Assemblée de l'UA élit le président de la CUA pour un mandat de quatre ans, renouvelable une fois (UA 2020a). La dernière élection, tenue en janvier 2017, placé SE Dr Moussa Mahamat Faki¹ du Tchad comme président de la CUA, avec SE Thomas Kwesi Quartey du Ghana au poste de vice-président.² 2021 sera la quatrième année de leur premier mandat, ce qui nécessite de nouvelles élections à ces postes et à ceux des six commissaires qui assurent le bon fonctionnement de la CUA.

Ce document examine comment les réformes de la gestion institutionnelle de l'UA affecteront les prochaines élections, en particulier pour répondre à l'exigence de parité entre les sexes, et ce que cette nouvelle direction pourrait signifier pour les relations UE / UA. Cela conduit à souligner l'importance de la direction de la commission de l'UA qui sera élue en 2021 dans l'élaboration et la mise en œuvre des priorités politiques continentales de l'Afrique pour les quatre années suivantes.

Réformes institutionnelles & élections transparentes

En 2016, les dirigeants africains ont convenu du besoin pressant d'une réforme institutionnelle de l'UA, entre autres pour permettre à l'UA de mieux conduire le continent vers la réalisation de l'Agenda 2063 pour l'Afrique (CUA 2015). SE Paul Kagame, Président du Rwanda a été mandaté pour créer un comité consultatif panafricain de neuf experts pour l'aider dans ce processus.³ Ensemble, ils ont examiné et soumis des propositions pour renouveler le système de gouvernance de l'UA et ont publié un rapport en 2017, approuvé par les États membres. Entre autres choses, ils ont recommandé de réformer la structure de la Commission pour qu'elle soit plus légère et plus efficace, et de revoir les processus électoraux de la CUA (Kagame 2020). En particulier, ils ont recommandé de modifier le processus de sélection des dirigeants de la Commission (Kagame 2017). Un point majeur en la matière est de rendre plus compétitif le recrutement du vice-président et des commissaires, en tenant compte du genre et de la diversité régionale, tout en renforçant les responsabilités du président de la CUA et en examinant la structure et les besoins en personnel de la CUA.

Diverses recommandations ont déjà été mises en œuvre. L'une d'elles consiste à établir des conditions de sélection plus claires pour chaque poste au sein de

la CUA, guidées par cinq principes clés. Ce sont (UA 2018) :

1. une représentation régionale équitable et la parité entre les sexes;
2. une rotation inter et intra-régionale prévisible;
3. attirer et retenir les meilleurs talents africains;
4. un leadership et une gestion responsables, efficaces et transparents ; et
5. une sélection fondée sur le mérite.

Pour donner suite à cette décision, une équipe de dix experts en recrutement a été nommée dans les cinq régions géographiques de l'UA (Nord, Sud, Ouest, Est et Centre) pour aider la CUA à développer et à réorganiser son système de recrutement (UA 2019). L'assemblée de l'UA a également établi un panel de personnalités Africaines éminentes, dont une par région géographique de l'UA (UA 2018). Le comité a élaboré les profils et les compétences requises pour les commissaires et a préparé la liste de candidats présélectionnés pour chaque poste en fonction des critères approuvés (AU 2020b). Une feuille de route pour la réforme administrative a également été établie pour rendre le recrutement du personnel de la CUA plus efficace et transparent (UA 2018a). Bien que, selon les statuts de la CUA, la liste des candidats aux deux principaux postes et commissaires doivent être publiée trois mois avant l'élection (UA 2016), cela a été étendu à dix mois en 2018, dans le cadre du processus de réforme. Les amendements aux Statuts de la Commission de l'UA devraient refléter cela (UA 2018).

L'élection se fait à bulletin secret, avec une majorité des deux tiers des voix des États membres habilités à voter requise pour l'emporter.⁴ Si aucun candidat n'obtient cette majorité, selon les Statuts de la CUA (UA 2002), le Président devrait, en consultation avec le Président du Conseil exécutif, nommer l'un des commissaires jusqu'à ce qu'un nouveau commissaire ait été nommé conformément au Règlement.

Cependant, l'expérience suggère que le commissaire en fonction reste en poste et les élections sont reportées jusqu'à la prochaine session du Conseil exécutif – et une nouvelle liste de candidats est proposée. Un nouveau tour de scrutin doit ensuite avoir lieu lors du prochain Sommet de l'UA, organisé une fois par an avec des sessions extraordinaires si nécessaire. Cela s'est produit dans le passé lorsque SE Dr Nkosazana Dlamini-Zuma de l'Afrique du Sud était président.

Les élections à la CUA de 2021 : un second mandat pour SE Dr Moussa Mahamat Faki ?

À la fin du mois d'août et au début de septembre 2020, les pays et les régions ont proposé des candidats aux principaux postes de la CUA. Sur cette liste, l'actuel président, SE Dr Moussa Faki Mahamat, semble sur le point d'être réélu : en fait, il est le seul candidat à avoir été nommé pour le poste. Néanmoins, l'ancienne ambassadrice de l'UA aux États-Unis, SE Dr Arikana Chihombori Quao, du Zimbabwe, aurait déposé ses dossiers de candidature pour le poste de président (DNT 2020) mais n'a pas reçu l'approbation de la République du Zimbabwe, qui a approuvé SE Dr Faki à la place. Le président du Ghana a également nommé l'ancien président de la CEDEAO, SE Dr Mohamed Ibn Chambas, du Ghana pour le poste, mais il a retiré sa nomination à peine 48 heures plus tard (Amandla 2020). Les détails restent mal connus, mais il a été suggéré que ce retrait a pu se négocier en échange de postes de représentation au sein d'autres organismes.

Cela dit, la réélection de SE Dr Faki n'est pas automatique. Déjà, l'élection de 2017 a critiquée. En plus d'être nommé à la dernière minute, certains l'ont perçu comme trop proche de la France et soumis à des influences extérieures. Néanmoins, il a remporté ces élections très compétitives, certains attribuant à cela le fait d'avoir pris le dessus sur les autres candidats lorsqu'il s'agissait de faire valoir sa personne et sa vision de l'UA (Mohamed 2017), ayant déjà occupé des postes continentaux clés, y compris la direction du Conseil de paix et de sécurité et du Conseil exécutif de l'UA.⁵

Comme lors des dernières élections, un débat public est prévu dans lequel pour gagner des voix SE Dr Faki doit présenter sa vision et ses idées sur la mise en œuvre continue de l'Agenda 2063 de l'UA et de ses projets phares (UA 2020c). Il devra également faire une présentation officielle à l'Assemblée de l'UA décrivant sa vision et les priorités proposées pour son mandat. Cependant, une organisation panafricaine de la société civile a appelé le président de l'UA à prolonger de deux mois la date limite de nomination et à reporter les élections à avril 2021, afin de donner à davantage de candidats la possibilité de participer à la course au poste de président et de permettre un processus plus démocratique que la réélection sans opposition du sortant (DNT 2020). En particulier la pandémie de COVID-19 pourrait avoir impacté négativement l'émergence d'autres candidatures dans le respect des dates butoir.

Une élection fondée sur le bilan de la dernière présidence ?

SE Dr Faki est généralement félicité pour son bon travail concernant la gestion et la coordination d'une réponse continentale rapide au COVID-19, en collaboration avec les Centres africains de contrôle et de prévention des maladies (CDC Afrique) et le Bureau de l'Assemblée des chefs d'États et de gouvernements de l'Union africaine (Medinilla et al.2020). Il a exprimé son soutien à une action continentale collective pour lutter contre le COVID-19, y compris par le biais de la stratégie continentale conjointe COVID-19 ; du Fonds de réponse au COVID-19 de l'UA ; et de la plate-forme de mise en commun de fournitures médicales de l'UA, qui est essentielle pour renforcer la capacité du CDC Afrique (Mahmat 2020). SE Dr Faki soutient également les négociations bilatérales et multilatérales menées par les Envoyés spéciaux de l'UA nommés pour mobiliser le soutien économique international pour la lutte continentale contre le COVID-19 (UA 2020d). Il a également fait progresser des partenariats, comme celui avec l'UE (Miyandazi 2020). Il s'est également exprimé sur les questions de paix et de sécurité, y compris la condamnation du terrorisme, a dirigé le Sommet extraordinaire de Nairobi sur la lutte contre

le terrorisme et a supervisé 2020 comme année sous le signe du thème « Faire taire les armes : créer des conditions propices au développement de l'Afrique » pour chercher des solutions aux défis de paix et de sécurité auxquels le continent est confronté (Apiko 2020).

Néanmoins, son premier mandat ne s'est pas déroulé sans heurts. La Commission a eu plusieurs problèmes de gestion. Par exemple, les processus de recrutement, de sélection et de nomination pour les postes clés au sein de la CUA, notamment celles des commissaires et les membres du personnel étaient – avant la sélection rigoureuse maintenant en place – considérés comme hautement politisés et ni transparents ni fondés sur le mérite, avec de nombreuses allégations de copinage (Allison 2020).

Pour cette raison, la CUA est toujours perçue par certains comme inefficace, manquant de transparence, et par conséquent peu capable de d'attirer la confiance des États membres et des citoyens de africains.

Peut-être plus important encore, les nouvelles règles électorales appellent à un équilibre entre les sexes entre le président et le niveau adjoint de la CUA, et stipulent également que le président et le vice-président de la CUA ne doivent pas être de la même région. Étant donné que l'Afrique du Sud a nommé deux candidats masculins à la vice-présidence, certains y voient une tentative de bloquer indirectement la réélection de SE Dr Faki en raison des règles de la CUA sur l'équilibre entre les sexes (Du Plessis 2020). Il est donc important d'approfondir la dimension de genre du processus électoral.

Avancées et reculs en matière d'égalité des sexes dans le processus de candidature

Les listes de candidats pour chacun des portefeuilles de la CUA ont été publiées le 8 septembre 2020.

La nouvelle structure de la CUA doit être composée de huit membres : le président, le vice-président et six commissaires (UA 2020e). Il s'agit de la première élection de la CUA depuis le début du processus de réforme de l'UA en 2017. À cette occasion, les huit anciens commissaires ont été réduits à six, avec la fusion des rôles de commissaire à la paix et à la sécurité avec celui aux affaires politiques, et de commissaire au développement économique avec celui au commerce et à l'industrie.



PricewaterhouseCoopers (PwC) Maurice a été sélectionné en tant que conseiller africain indépendant auprès du Panel des personnalités africaines éminentes, pour superviser la présélection des postes de direction de la CUA après un appel d'offre ouvert au secteur privé, début 2020.⁶ Conjointement, ils ont conduit l'évaluation et présélectionné les candidats. Le 7 octobre 2020, la liste de candidats pré-qualifiés (et leur classement) pour l'élection des commissaires de la CUA a été transmis aux missions permanentes de l'UA (document de l'UA consulté par les auteurs 01).

À partir de cette liste, conformément aux nouvelles règles, les six commissaires de l'UA seront élus et nommés par le Conseil exécutif (UA 2018).

Bien que les règles de la CUA prescrivent la parité entre les sexes parmi les candidats élus, les femmes ne représentent que 29% des candidatures. Cela aura des implications pour le processus de sélection, ou sur la capacité de l'UA de respecter sa propre règle. La vision de l'UA de la parité entre les sexes est inscrite dans l'Agenda 2063, en particulier l'Aspiration 6, qui appelle à « *Une Afrique dont le développement est axé sur les populations, qui s'appuie sur le potentiel de ses populations, notamment celles des femmes et des jeunes, qui se soucie du bien-être des enfants.* » Ceci est également conforme à d'autres instruments relatifs au genre, tels que le Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits de la femme (Protocole de Maputo), la Politique de genre de 2009, la Déclaration solennelle sur l'égalité des genres en Afrique ; et la stratégie de l'UA pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (GEWE), pour garantir l'inclusion des femmes dans le programme de développement de l'Afrique (UA 2020f). Suit une analyse détaillée de la parité entre les sexes dans la nomination des six postes de commissaire.

Candidats au poste de président

SE Dr Faki est actuellement le seul candidat au poste de président de la CUA. Cela signifie que pour refléter les nouvelles règles sur la réalisation de l'équilibre entre les sexes, si un homme est nommé vice-président, de nouvelles élections devront être déclenchées avec des femmes candidates au poste de président de la CUA, ou l'UA risquerait de passer outre ses propres règles d'équilibre entre les sexes. Cela signifierait que pour les élections de 2021, SE Dr Faki devra peut-être se présenter pour garder le poste.

Depuis 2002–03, lorsque l'Organisation de l'unité africaine (OUA) est devenue l'UA, l'institution a eu un intérim et quatre présidents, parmi lesquels une femme : SE Dr Nkosazana Clarice Dlamini Zuma d'Afrique du Sud, de juillet 2012 à janvier 2017. La nomination de SE Dr Zuma a été saluée comme une réalisation majeure du point de vue de l'égalité des sexes, mais aussi parce qu'elle a présidé l'adoption de l'Agenda 2063 en tant que plan directeur de l'Afrique pour le développement durable et la croissance

économique du continent, faisant d'elle la « mère de l'Agenda 2063 » (NEPAD 2020).

Candidats au poste de vice-président

Dans la liste des candidats recevables partagée par la CUA, cinq des huit candidats proposés pour le poste de vice-président sont des femmes (document de l'UA en possession des auteurs 02). Il s'agit notamment de : Hasna Barkat Daoud, avocate djiboutienne et ancienne ministre ; Pamela Kasbiiti Mbabazi, professeur d'université d'Ouganda ; Dr. Monique Nsanzabaganwa du Rwanda qui est gouverneur adjointe de la banque nationale du Rwanda ; Martha Ama Akyaa Pobee, diplomate ghanéenne ; et Fatoumata CM Jallow-Tambajang, ancienne vice-présidente de Gambie.

Cela montre une forte évolution vers un équilibre entre les sexes aux postes de président et de vice-président de la CUA et est conforme à la recommandation visant à atteindre la parité des sexes telle que définie dans l'Agenda continental 2063. Sur le plan régional, seules les régions du nord et du centre ne sont pas représentées parmi les candidats. La raison en est probablement que SE Dr Faki est originaire du Tchad dans la région du centre-nord de l'Afrique, et si une candidate est élue vice-présidente, il conservera son poste. Cela dit, comme mentionné ci-dessus, si la nomination par l'Afrique du Sud de deux candidats masculins réussissait, cela bloquerait la réélection automatique de SE Dr Faki (Du Plessis 2020).

À ce jour, aucune femme n'a occupé le poste de vice-présidente de la CUA et on peut espérer qu'avec les nouvelles règles imposant un équilibre entre les sexes, les élections de 2021 changeront cet état de fait.

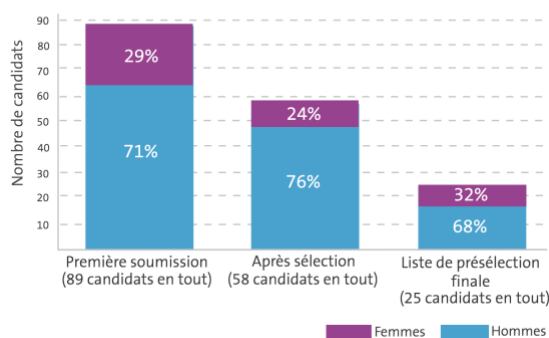
Candidats pour les six postes commissaires

Les règles de 2018 stipulent que les six postes de commissaire doivent être également répartis par sexe et entre les trois régions qui ne sont pas représentées au niveau du président et du vice-président (UA 2018).

Les régions avec des candidats élus au poste de président ou de vice-président ne sont donc pas éligibles pour les six postes de commissaire.

Parité de genre parmi les candidates pré-qualifiées pour l'élection des commissaires de l'UA

ecdpm



Un décompte des candidats proposés par les États membres de l'UA qui ont soumis des candidatures montre qu'une majorité sont des hommes pour chacun des six postes de commissaire. Sur les quatre-vingt-neuf candidats soumis par les États membres en septembre 2020, seuls vingt-six étaient des femmes (document de l'UA consulté par les auteurs 03). À la suite du premier tour de sélection du groupe de personnalités éminentes et de consultants, cinquante-huit candidats sont passés à l'étape suivante, dont quatorze femmes. Après la deuxième série d'évaluations comprenant des entretiens basés sur les compétences, un exercice de simulation en groupe et des évaluations psychométriques, vingt-cinq candidats sont restés sur la liste restreinte (document de l'UA consulté par les auteurs 01). Cela ne comprenait alors que huit femmes.

Le comité a ensuite développé une méthode de classement avec une note de passage de 70% et a classé les candidats en conséquence (Ibidem).

Affaires politiques, paix et sécurité

Trois femmes sur quinze ont été nommées pour ce poste qui regroupe les départements des affaires politiques et de la paix et de la sécurité de la CUA. Il s'agit de Maria Mauela dos Santos Lucas du

Mozambique ; Liberata Rutageruka Mulamula de Tanzanie et la sortante SE Minate Samate du Burkina Faso qui cherche à être réélue. En termes géographiques, seule la région centrale n'a pas proposé de candidat pour ce portefeuille.

Avant la fusion, le poste de commissaire aux affaires politiques était occupé par des candidates depuis 2003. En revanche, le poste de commissaire à la paix et à la sécurité a toujours été attribué à un candidat masculin depuis 2003. Le mandat de l'actuel commissaire à la paix et à la sécurité, Smaïl Chergui d'Algérie, se termine après deux mandats depuis 2013. Cette position a été dominée par l'Algérie dans le passé.

Au sein de la structure de la CUA, la paix et la sécurité sont un rôle important, qui absorbe une grande partie du budget de l'UA. Désormais, avec la fusion des deux départements, l'élection à ce poste dépendra de la capacité du candidat à équilibrer ces deux composantes. Le nouveau poste comprend en effet un vaste axe de travail consistant à intégrer l'architecture africaine de paix et de sécurité (APSA) et l'architecture de gouvernance africaine (AGA). La logique de la fusion est de viser plus de synergie notamment en ce qui concerne les systèmes d'alerte rapide et la prévention des conflits qui englobent des éléments de gouvernance et de paix et de sécurité, notamment la violence autour des élections. Cependant, il y a un certain scepticisme sur la fusion, avec des craintes que les questions de paix et de sécurité ne dominent l'ordre du jour, laissant peu de place à l'UE pour les questions de gouvernance, de droits de l'homme et de justice.

Certaines des plus grandes économies d'Afrique, notamment le Maroc, le Nigéria et l'Afrique du Sud, ont tous proposé des candidats pour la nomination à ce poste en septembre. La liste finale est paritaire avec deux femmes et deux hommes. La titulaire du poste SE Minate Samate du Burkina Faso et Liberata Rutageruka Mulamula de la Tanzanie sont les deux candidates présélectionnées. Cependant, le candidat ayant obtenu le score le plus élevé pour ce portefeuille est SE l'Ambassadeur Bankole

Adegboyega Adeoye du Nigéria, un diplomate chevronné qui a été représentant permanent auprès de l'UA et de la CEA pour la République fédérale du Nigéria.⁷ Si un candidat de sexe masculin est élu pour ce poste, cela peut aller à l'encontre de l'ambition de parité entre les sexes en poursuivant la tradition de l'UA selon laquelle les portefeuilles de paix et de sécurité sont dominés par des personnalités masculines.

Développement économique, commerce, industrie et mines

Dans le cadre du processus de réforme, ce poste couvrira également deux départements de la précédente Commission : affaires économiques et commerce et industrie. Seuls trois des seize candidats proposés étaient des femmes. Il s'agit de Jacqueline Nyibol Benjamin Ajongo du Soudan du Sud, Nezha Hayat du Maroc et Malado Kaba de Guinée. Au niveau régional, seule la région centrale n'a pas proposé de candidat pour ce portefeuille, bien qu'elle ait proposé des candidats pour d'autres. Pour ce poste, SE Victor Harison, de Madagascar, l'actuel Commissaire aux Affaires économiques de la CUA, et SE Albert M. Muchanga de Zambie, l'actuel du Commerce et de l'Industrie, sont également en lice.

Avant la fusion de ces services, le poste de commissaire aux affaires économiques était occupé par des hommes depuis 2003. Par contraste entre 2003 et 2016, le poste de commissaire au commerce et à l'industrie était occupé par des femmes, Muchanga étant le premier commissaire homme élu à ce poste en 2017.

Bien que les deux commissaires sortants Harison et Muchanga soient en lice et parmi les candidats pré-qualifiés, seul Muchanga a obtenu le score requis pour la liste restreinte. En tant que commissaire au commerce et à l'industrie de l'UA, Muchanga a dirigé les efforts de l'organisation pour conduire les négociations, la conclusion et la ratification du processus de la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) (African Business 2020). Cela pourrait augmenter ses chances de réélection pour

assurer la continuité dans la mise en œuvre de ce programme phare de l'UA, qui sera la plus grande zone de libre-échange par adhésion établie en vertu des règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), réunissant 55 États membres africains avec un produit intérieur brut (PIB) estimé à plus de 3,4 billions de dollars américains et population de 1,3 milliard de personnes. Toutefois, Muchanga s'est classé second derrière David Fashole Luke de Sierra Leone, également un expert en politique commerciale à la Commission Economique pour l'Afrique.⁸

Pour faire progresser la parité entre les sexes aux plus hauts postes institutionnels de l'UA en cohérence avec le Projet de parité entre les sexes de l'UA⁹, il serait logique d'avoir une femme à ce poste pour compléter l'actuel premier secrétaire général du Secrétariat de la ZLECAf au Ghana, M. Wamkele Mene d'Afrique du Sud. L'UA sous la direction du président Cyril Ramaphosa a déclaré 2020-2030, la Décennie pour l'inclusion économique et financière des femmes. Un leadership féminin dans cet important département fusionné de la CUA enverrait un signal fort de son engagement et aiderait à souligner le rôle décisif des femmes dans le commerce, que ce soit au niveau informel à petite échelle ou dans une activité plus formelle. Cependant, après évaluation, aucune femme candidate n'a été présélectionnée parmi les candidats de la liste finale pour ce département.

Agriculture, développement rural, économie bleue et développement durable

Quatre des quatorze candidats nommés par les États membres au poste de commissaire chargé de l'agriculture, du développement rural, de l'économie bleue et du développement durable étaient des femmes. Il s'agit de Dr Suad Mustafa Elhag Musa du Soudan ; Yanira Mseka Ntupanyama du Malawi ; SE Josefa Leonel Correia Sacko d'Angola qui brigue sa propre succession¹⁰ et Tahany Mostafa Youssef Selit d'Égypte. Au niveau régional, seule la région centrale n'a pas proposé de candidat pour ce poste.

Après évaluation, le nombre de candidats sélectionnés pour passer les entretiens a été réduit à huit, deux

femmes et six hommes. Après les entretiens, parmi les candidats présélectionnés, un seul est une femme et trois sont des hommes.

Ce poste est généralement occupé par des femmes depuis 2003. En tant que seule femme et bien classée dans la liste restreinte finale, il est probable que Sacko soit réélue avec succès. En Afrique subsaharienne, l'agriculture représente environ 17,23% du PIB (BAD 2020). Les femmes contribuent de 60 à 80% de la main-d'œuvre utilisée dans l'agriculture africaine (Palacios Lopez et al.2016). Au poste de chef-agronome africaine, Sacko a fortement plaidé pour l'autonomisation des femmes et le renforcement du rôle des petits agriculteurs en Afrique (WBLive 2020).

Éducation, science, technologie et innovation

Cinq des dix-sept candidats proposés pour ce poste étaient des femmes. Il s'agissait notamment de Latifa El Abida du Maroc ; Odile Attanasso du Bénin ; Dr. Rita Bissoonauth de Maurice ; Hajer Gueldich de Tunisie ; et Hirut Woldemariam d'Ethiopie. Les cinq régions étaient représentées parmi les nominés. Dans la liste finale des candidats, il reste deux femmes et trois hommes. Les deux candidats sont Hirut Woldemariam et Dr. Rita Bissoonauth. Pourtant, le candidat le mieux classé pour ce poste est un homme, le Dr Molapo Qhobela d'Afrique du Sud.

Tous les commissaires à ce poste jusqu'en 2017 ont été des hommes. SE le Professeur Sarah Mbi Enow Anyang Agbor, du Cameroun, a été élue première femme commissaire à ce poste en juillet 2017. Cela s'est accompagné d'une plus grande reconnaissance pour l'inclusion et la participation des filles et des femmes dans l'éducation, en particulier les sciences, les mathématiques, l'éducation et la formation en ingénierie et technologie.

En outre, l'UA a élaboré des documents de stratégie couverts par ce portefeuille pour promouvoir son travail dans le domaine du développement de l'éducation et de la science, de la technologie et de l'innovation. Ces documents, y compris la Stratégie continentale d'éducation de l'UA pour l'Afrique, la Stratégie continentale de l'enseignement et de la

formation techniques et professionnels, et la création de l'Université panafricaine entre autres, soulignent la priorité mise sur le genre et l'inclusion à tous les niveaux d'enseignement. Ceci est d'autant plus pertinent avec l'ébauche d'une quatrième révolution industrielle et la nécessité de réduire la fracture numérique entre les sexes pour faire en sorte que les femmes bénéficient de la numérisation.

Santé, affaires humanitaires et développement social

Sur les dix-huit candidats proposés par les États membres de l'UA pour ce poste, huit étaient des femmes, le plus grand nombre de femmes proposées parmi les six postes de commissaire. Les femmes nominées sont : Amal Mohamed Ibrahim El-Hengari de Libye ; Hala Yassin Elkarib du Soudan ; Sahar Fawzy Gad El Sonbaty d'Égypte ; Flore Gangbo du Bénin ; Berthe Zinga Ilunga de la République Démocratique du Congo ; Hadiza Mustapha de Nigérie ; Wapula Nelly Raditloaneng du Botswana ; et Aicha Vall Verges de Mauritanie. Toutes les régions étaient représentées parmi les candidats proposés. La liste finale des candidats présélectionnés comprend une femme et deux hommes. La seule candidate féminine retenue est Aicha Vall Verges. Trois femmes et un homme ont précédemment occupé ce poste, ce dernier étant SE Mustapha Sidiki Kaloko de la Sierra Leone en 2012.

Le commissaire sélectionné pour ce portefeuille devrait conduire la formulation et la mise en œuvre de politiques, programmes et stratégies de santé, touchant aux affaires humanitaires et de développement social conformément aux aspirations de l'Agenda 2063, et des plans à moyen terme associés et autres cadres juridiques et politiques continentaux décisifs.¹¹ En outre, cette personne devra gérer les relations avec les États membres de l'UA et les partenaires stratégiques dans la mise en œuvre des priorités continentales du portefeuille. Il s'agit d'un portefeuille clé compte tenu de son mandat couvrant la santé, un secteur important pour l'Afrique alors qu'elle planifie la gestion de la pandémie et l'après COVID-19. En outre, ce portefeuille couvre le travail, l'emploi, la migration, le contrôle des drogues, la prévention du crime, le sport et l'agenda culturel.

Infrastructure et énergie

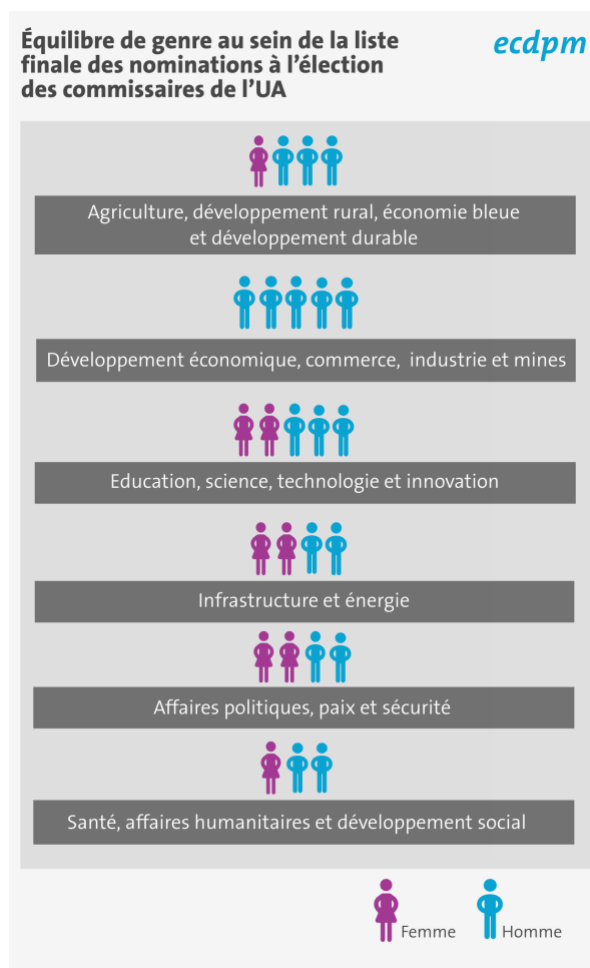
Les candidats proposés à ce poste incluent trois femmes sur un total de neuf candidats. Il s'agissait de : SE Amani Abou-Zeid d'Égypte, briguant sa réélection ;

Bah Kadiatou Balde de la Guinée ; et Coletha Uniweza Ruhama du Rwanda. Ce poste a été occupé par le passé par trois femmes et un homme : SE Bernard Zoba du Congo en 2003. Deux des trois femmes, dont la titulaire Abou-Zeid, ont intégré la liste finale, qui est paritaire avec deux femmes et deux hommes. Abou-Zeid, ingénieur, présente une carrière prestigieuse dans les infrastructures et l'énergie. Sous son mandat, l'UA a lancé le Marché unique du transport aérien en Afrique, l'un des programmes phares de l'UA. Suite à l'évaluation, le dossier le mieux classé était celui du candidat Amos Marawa du Zimbabwe.

Les infrastructures et l'énergie sont des portefeuilles clés dans l'UA. Par exemple, l'Aspiration 2 de l'Agenda 2063, met à l'honneur la nécessité pour l'Afrique de développer des infrastructures de classe mondiale qui améliorent la connectivité physique et numérique reliant le continent par rail, route, mer et air et par le biais des technologies de l'information et des communications (TIC) ainsi que des postaux (UA 2020h). L'UA, à travers des cadres continentaux tels que le Programme de développement des infrastructures en Afrique, fournit un cadre commun aux parties prenantes africaines pour construire les infrastructures nécessaires à des réseaux de transport, d'énergie, de TIC et d'eau transfrontaliers plus intégrés afin de stimuler le commerce, stimuler la croissance et créer des emplois (Ibidem). Il est important de combler les écarts entre les sexes dans le secteur énergétique et d'explorer les opportunités et les stratégies pour intégrer et autonomiser les femmes dans la chaîne de valeur du secteur énergétique (UA 2020i). Ce portefeuille comprend également le tourisme, qui est un secteur clé pour le développement économique et socio-économique dans la plupart des pays africains. Le secteur du tourisme a été fortement touché par le COVID-19 du fait notamment de restrictions de la liberté de mouvement (Adam 2020). Étant donné qu'une majorité de femmes sont employées dans le secteur

du tourisme, les pays devraient prendre en compte les considérations de genre, en particulier dans leurs plans de relance économique pour mieux reconstruire après le COVID-19, pour s'assurer que les avantages sont étendus aux femmes.

Dans l'ensemble, comme le montre la figure ci-dessous, les nominations des candidats aux postes de direction de la CUA par les États membres conservent une disparité de genre, ce qui limite les possibilités au moment d'attribuer définitivement les postes. Seuls deux des portefeuilles ont un nombre égal de femmes et d'hommes dans la liste restreinte des candidats : Affaires politiques, paix et sécurité et Infrastructure & Énergie, tandis que pour le portefeuille Éducation, science, technologie et innovation il y a trois hommes et deux femmes dans la liste restreinte des candidats.



Conclusion

Les prochaines élections de la CUA mettront les nouvelles règles électorales à l'épreuve. Si elles reflètent des ambitions louables d'assurer une représentation régionale et de genre dans les postes clés, accompagnées d'un processus clair et transparent, ces règles créent également un casse-tête qui doit être résolu.

C'est une question pratique, mais également hautement politique, avec des conséquences importantes sur le continent et pour les partenaires extérieurs de l'UA. Avec un seul candidat au poste de président, l'élection d'un homme au poste de vice-président risque soit d'enfreindre la règle de parité entre les sexes, soit de nécessiter un nouveau processus. Compte tenu de l'importance accordée au genre au niveau de l'UA, et en supposant que SE Dr Faki bénéficie du soutien des États membres, le poste de vice-président devrait être attribué à une femme.

Pour les postes de commissaires, dans la liste finale certains portefeuilles ont soit une femme, comme dans les rôles de l'agriculture et de la santé, soit aucune comme dans le cas du rôle commercial et économique, où tous les candidats présélectionnés sont des hommes.

La nomination est un processus fondamental pour concentrer les talents africains au sein des instances dirigeantes de l'UA. Cela oblige les États membres à nommer activement des hommes et des femmes pour ces postes afin d'augmenter les chances d'atteindre la parité entre les sexes dans les candidats finaux présélectionnés. En fin de compte, la composition finale de la CUA atteindra probablement la parité entre les sexes, comme on l'a vu dans les CUA précédentes. Néanmoins, afin de concrétiser la vision plus large de la parité entre les sexes dans l'Agenda 2063 et les principaux instruments de genre de l'UA, les nominations des candidats des États membres de l'UA devraient refléter cet équilibre entre les sexes pour éviter une situation où peu ou pas de femmes sont présélectionnées pour les principaux postes de la CUA.

Bibliographie

- Adam, I. 2020. *COVID-19 and Tourism in Africa: An Unprecedented Shock*. Commentary. 2 October 2020. Milan: Italian Institute for International Political Studies (ISPI).
- African Business. 2020. Albert Muchanga: Were closer than you think to AfCTA. *African Business Magazine*. 29 April 2020.
- Allison, S. 2020. Exclusive: A 'mafia -style' cartel is running the African Union, claim staff. *Mail&Guardian*. 12 March 2020.
- Amandla. 2020. *Outrage as Faki and Ramaphosa muscle out competition for AU Chair's position*.
- Apiko, P. 2020. *The African Union's search for homegrown solutions*. Blog. 24 February 2020. Maastricht: ECDPM.
- Apiko, P. and Miyandazi, L. 2017. *Did the 28th African Union summit meet its hype and hope?* Talking Points blog. 3 February 2017. Maastricht: ECDPM.
- AU. 2002. *Rules of procedure of the Assembly and the Executive Council, statutes of the Commission and rules of procedure of the Permanent Representatives' Committee*. July 2002 (amended in 2007). Addis Ababa: African Union.
- AU. 2016. *Nomination process re-opens for next AU Commission election*. Press Release No. 274/2016. 9 August 2016. Addis Ababa: African Union.
- AU. 2018. *Assembly of the African Union. Eleventh Extraordinary Session*. Addis Ababa: African Union.
- AU. 2019. *Deputy Chairperson of the African Union Commission (AUC) Amb. Kwesi Quartey Receives a Team of Ten Recruitment Experts*. 22 July 2019. Addis Ababa: African Union Commission.
- AU. 2020a. *Silencing the guns: creative conducting conditions for Africa's development*. 2014/2020 7th edition. Addis Ababa and Wellington: African Union Commission and New Zealand Ministry of Foreign Affairs and Trade/Manatu Aorere.
- AU. 2020b. *The Structure and Portfolios of The Senior Leadership of the AU Commission*. 7 July 2020. Addis Ababa: African Union.
- AU. 2020c. *Flagship Projects of Agenda 2063*. Addis Ababa: African Union.
- AU. 2020d. *African Union Chair President Cyril Ramaphosa appoints special envoys to mobilise international economic support for continental fight against COVID-19*. 12 April 2020. Addis Ababa: African Union.
- AU. 2020e. *Call for the Nominations of Top AU Leadership Positions*. 1 million by 2021. News. 17 July 2020. Addis Ababa: African Union.
- AU. 2020f. *Gender Equality & Development*. Agenda 2063. Addis Ababa: African Union.
- AU. 2020g. *Education Science & Technology*. Agenda 2063. Addis Ababa: African Union.
- AU. 2020h. *Infrastructure & Energy Development*. Agenda 2063. Addis Ababa: African Union.
- AU. 2020i. *AUC Commissioner Highlights Strategies for Empowering Women in the African Energy Sector*. 29 October 2020. Addis Ababa: African Union.
- AUC. 2015. *Africa's Agenda 2063*. Addis Ababa: African Union Commission.
- Byiers, B. 2020. *The EU and Africa: Should, would, could... but how?* Blog. 16 March 2020. Maastricht: ECDPM.
- Byiers, B., Vanheukelom, J. and Medinilla, A. *PEDRO background papers*. Maastricht: ECDPM.
- Byiers, B., Woolfrey, S., Medinilla, A. and Volkenhaum, J. 2019. *The political economy of Africa's regional 'spaghetti bowl' – Synthesis report*. Report. May 2019. Maastricht: ECDPM.
- DNT. 2020. "Extend Nominations Deadline", COSUA Appeals to A.U. *Diaspora Network Television*. 9 September 2020.
- Du Plessis, C. 2020. SA makes a push for top African Union Commission posts. *Daily Maverick*. 9 September 2020.
- EC. 2020. *Visit to Ethiopia by High Representative/Vice-President Josep Borrell and Commissioner Janez Lenarčič to strengthen EU-Africa Partnership*. Press release. 8 October 2020. Brussels: European Commission.

-
- Kagame, P. 2017. Realign the structure of African Union institutions to deliver on key priorities. In: *The imperative to strengthen our union. Report on the Proposed Recommendations for the Institutional Reform of the African Union*. 29 January 2017. Addis Ababa: African Union. Pp. 12-13.
- Kagame, P. 2020. *Statement by President Paul Kagame: Overview of the implementation of the institutional Reform of the AU*. Speeches. 9 February 2020. Addis Ababa: African Union.
- Madueke, L. U. 2020. *External partnerships between the AU and organisations, regions and countries*. African Union.
- Mahmat, M. F. 2020. *Speech of H.E. Moussa Faki Mahmat, Chairperson of the African Union Commission at the 37th Ordinary Session of the Executive Council*. 13 October 2020.
- Medinilla, A., Byiers, B. and Apiko P. 2020. *African regional responses to COVID-19*. Discussion Paper No. 272. May 2020. Maastricht: ECDPM.
- Miyandazi L. 2020. *New year, new aspirations for Europe-Africa relations?* Blog. 13 January 2020. Maastricht: ECDPM.
- Miyandazi, L. 2016. *There is more to the African Union than meets the eye*. Talking Points blog. Maastricht: ECDPM. 14 October 2016.
- Mohamed, H. 2017. Inside the African Union race: Why the favourites lost. *Aljazeera*. 31 January 2017.
- NEPAD. 2020. *Reporting on Africa's Agenda 2063*. Africa Renewal. 13 February 2020. New York: United Nations.
- WBLive. 2020. *Resilient Recoery Series: The Food Security Challenge*. Video. 17 June. Washington, DC: World Bank Live.

Références

¹ Cf. [SE Moussa Faki Mahamat](#).

² Cf. [SE Quartey Thomas Kwesi](#).

³ [Comité consultatif sur les réformes de l'UA](#).

⁴ Dans le cadre des nouveaux régimes de sanctions de l'UA, les sanctions intermédiaires pour les États membres en retard d'un an comprennent les sanctions énumérées à l'article 23 (1) de l'Acte constitutif, y compris la suspension du droit de vote ou de présenter des candidats à tout poste de l'Union. Voir la Décision de l'Union africaine sur le nouveau régime de sanctions de l'Union africaine pour le non-paiement des contributions (UA 2018).

⁵ À propos: [SE Moussa Faki Mahamat](#).

⁶ [Recruitment of an Independent African Consultancy Firm to Assist the Panel of Eminent Africans in the Pre-Selection of the Senior Leadership Positions of the African Union Commission](#). 06 février 2020 au 13 mars 2020. Numéro de soumission: AUC / BCP / C / 003.

⁷ Cf. [SE Bankole Adeoye](#).

⁸ Cf. [Dr David Luke](#).

⁹ Le projet de parité des sexes de l'UA vise à atteindre l'égalité des sexes dans les institutions et organes de l'UA, c'est-à-dire une représentation à 50/50 des femmes et des hommes, et aussi à avoir 35% de jeunes (entre 15 et 35 ans) dans la composante du personnel de la Union africaine d'ici 2025. Pour plus d'informations, voir ["Ten quick facts about the African Union Gender Parity Project 2025"](#).

¹⁰ Cf. [H.E. Ambassadeur Josefa Leonel Correia Sacko](#).

¹¹ [À propos du commissaire à la santé, aux affaires humanitaires et au développement social \(HHS\)](#).

À propos de l'ECDPM

Le Centre européen de gestion des politiques de développement (ECDPM) est un centre indépendant de réflexion et d'action œuvrant dans le domaine de la coopération internationale et des politiques de développement en Europe et en Afrique.

Depuis 1986, notre équipe fournit des recherches et des analyses, des conseils et un soutien pratique aux décideurs politiques ainsi qu'aux professionnels à travers l'Europe et l'Afrique pour favoriser des politiques efficaces au service d'un développement global, durable et inclusif.

Nos principaux domaines de travail incluent :

- Affaires extérieures européennes
- Institutions africaines
- Sécurité et résilience
- Migration
- Systèmes alimentaires durables
- Finance, commerce et investissement
- Intégration régionale
- Engagement du secteur privé

Pour plus d'informations, visitez www.ecdpm.org

Outre le soutien structurel des partenaires institutionnels de l'ECDPM, l'Autriche, la Belgique, l'Estonie, le Danemark, la Finlande, l'Irlande, le Luxembourg, les Pays-Bas et la Suède, cette publication a bénéficié principalement du financement du ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ).

ISSN1571-7577

ecdpm

Au service des politiques efficaces

HEAD OFFICE
SIÈGE
Onze Lieve Vrouweplein 21
6211 HE Maastricht
The Netherlands *Pays Bas*
Tel +31 (0)43 350 29 00
Fax +31 (0)43 350 29 02

BRUSSELS OFFICE
BUREAU DE BRUXELLES
Rue Archimède 5
1000 Brussels *Bruxelles*
Belgium *Belgique*
Tel +32 (0)2 237 43 10
Fax +32 (0)2 237 43 19

info@ecdpm.org
www.ecdpm.org
KvK 41077447